DEPARTEMENT DE LA REUNION
Ville du Port

ARRÊTÉ N° 2026 - 1191 AM
(Annule et remplace l'arrêté 2026-1181 du 2 octobre 2026)

portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
des véhicules terrestres à moteur
en agglomération

LE MAIRE DE LA COMMUNE DU PORT

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement ;

VU le Code de la route, notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.411-1 à R.411-8 et R.417-10 relatifs aux immobilisations et mises en fourrière ;

VU le Code de la voirie routière et notamment ses articles L.115-1, L.141-10 et L.141-11 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le Code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8ème partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale du Port approuvé le 9 décembre 2021 et actualisé par délibération n° 2024-189 du 3 décembre 2024 ;

VU l'arrêté n° 2026-1181 en date du 2 octobre 2026 ;

VU l'arrêté n° 2026 - 1190 AM du 6 octobre 2026 portant autorisation de voirie au profit des sociétés ARGOS OI et VRD TP ;

VU les demandes d'arrêté de circulation sur le domaine public de la ville du Port émises par les sociétés ARGOS OI et VRD TP le 18 septembre 2026 ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures de sécurité dans le cadre des travaux de raccordement pour la vidéo-surveillance sur la rue du Général de Gaulle et le boulevard de Strasbourg ;

CONSIDERANT la nécessité d'édicter une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement sur le lieu et aux abords du chantier afin de prévenir les risques et assurer la sécurité des usagers ;

ARRÊTE

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté 2026-1181 du 2 octobre 2026.

Article 1 : Dans le cadre des interventions des sociétés ARGOS OI et VRD TP qui se dérouleront du **5 octobre au 3 décembre 2026 de 7h00 à 17h00**, la réglementation suivante s'appliquera uniquement lors de l'intervention de l'entreprise sur **:**

- la rue du Général de Gaulle (portion comprise entre la rue de Lyon et l'avenue des Chagos) :

- la circulation de tous types de véhicules routiers motorisés sera interdite. Une déviation sera mise en place par la rue de Lyon, l'avenue des Chagos et la rue du Général de Gaulle ;

➢ la circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;
➢ les usagers devront se conformer à la signalisation mise en place par les sociétés ARGOS OI et VRD TP responsables des travaux.

- le boulevard de Strasbourg (portion comprise entre la rue de Cherbourg et le n° 19 boulevard de Strasbourg) :

➢ le stationnement de tous types de véhicules routiers motorisés sera interdit ;
➢ la circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;
➢ les usagers devront se conformer à la signalisation mise en place par les sociétés ARGOS OI et VRD TP responsables des travaux.

Article 2 : Dans le cadre de la mise en place de la signalisation, les sociétés ARGOS OI et VRD TP veilleront à sécuriser le cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite pendant toute la durée des travaux.

Article 3 : En dehors des interventions susmentionnées, la réglementation usuelle relative à la circulation et au stationnement s'applique.

Article 4 : Tous les agents de la force publique, dûment habilités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les présentes dispositions. Les véhicules en infraction pourront si nécessaire être mis en fourrière.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur les sites concernés et publié sous forme électronique sur le site internet de la commune (www.ville-port.re) dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et en effectuer le téléchargement.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Police Municipale, Madame la Commissaire de police nationale du Port, Monsieur le Directeur de la société ARGOS OI et Monsieur le Directeur de la société VRD TP sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du tribunal administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de sa publication.

Le Port, le 06 OCT. 2026

LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale Adjointe des Services

Marietta DENNEMONT